

Une autre vie politique est possible sans un PS dominant.

Par Francis Parny

Dans la préparation du congrès du PCF, un débat est ouvert sur le Front de gauche (FDG).

Bonne nouvelle ! On ne parle plus de son échec, on réfléchit à son avenir. Mais pour parler d'avenir il faut se rappeler ce qui a conduit le PCF à choisir cette stratégie.

Le FDG c'est quoi ?

Notre raison d'être c'est de changer le monde et de construire une société où toutes et tous puissent vivre et se développer dans la connaissance d'eux-mêmes et la reconnaissance des autres.

Si cet objectif reste la motivation de notre engagement les conditions de sa mise en œuvre au début des années 2000 devaient être revues à partir des mêmes considérants stratégiques : quelles mesures et quel rassemblement peuvent permettre d'atteindre notre objectif.

Mais il nous fallait aussi réfléchir au rôle que le PCF pouvait jouer alors que notre courant d'opinion venait de faire 2% à la présidentielle de 2002.

Nous avons appelé tout d'abord à construire « des » fronts sur deux principes : rompre avec les logiques financières dominantes car aucun changement n'est possible sans cette radicalité et rassembler le plus largement possible sur cette base. La campagne sur le projet de traité constitutionnel a été l'illustration probante de ces choix. Puis, après l'échec de 2007, la sortie de Jean-Luc Mélenchon du parti Socialiste nous a permis de construire le FDG.

Le FDG n'a pas été fondé pour changer la gauche.

J'entends cette « musique » depuis peu. Certes notre stratégie s'adressait à toute la gauche. Nous n'avons pas une culture du repli dans la contestation sans lendemain. Mais notre objectif n'est pas de changer la gauche, c'est de changer la vie.

Le FDG s'était fixé trois objectifs. Rassembler celles et ceux qui ne renoncent pas à changer la société pour construire une alternative de gauche au Parti socialiste et à ses options. Renverser l'hégémonie du parti socialiste sur la gauche. Battre la droite.

Les deux premiers objectifs sont inséparables. Ils conduisent à réaliser le troisième. Ils permettent de combattre la montée des idées d'extrême droite. Edgard Morin soulignait récemment que face au danger de ces idées il ne s'agit pas de crier « no pasaran », il faut juste proposer une autre voie.

Depuis 2002 le monde a continué globalement de vivre sous domination des puissances financières et du marché. Aujourd'hui le triomphe du néolibéralisme, de ses politiques d'ajustements structurels et d'austérité, sa soif d'accumulation financière qui ne peut permettre d'arrêter un mode de production productiviste destructeur de la Planète, asservit toujours plus les peuples, plonge dans la misère des millions de personnes, vide de tout contenu démocratique les états, met en crise la politique elle-même, génère l'émergence de nationalismes toujours plus nombreux.

Le ralliement du PS au néo libéralisme

En France le ralliement de François Hollande et du PS au néolibéralisme les rendent à la fois complices et acteurs de cette évolution.

Plus que jamais notre autonomie, celle du mouvement de transformation social à l'égard du PS est nécessaire. Tant que le PS dominera « la gauche » aucun changement ne sera possible.

Le projet de « reconstruire la gauche » est inapproprié. Nous rendons-nous compte que cette formulation par elle-même nous condamne à apparaître comme voulant faire du neuf avec du vieux et du vieux complètement discrédité. Oui l'utilisation du mot gauche aujourd'hui renvoi à échec et échec de tous ceux qui s'en réclame. Il faut construire autre chose avec les valeurs qui nous animent depuis notre création.

Mais prenons juste un moment cette option comme une hypothèse envisageable. Que serait une reconstruction de la gauche dans laquelle le PS resterait dominant ? En quoi cela changerai les choses ? Or c'est justement ce sur quoi bute le « large rassemblement » qui nous est proposé puisque ni les frondeurs ni ce qui reste de EELV conçoivent un changement sans que le PS ne mène le jeu.

Quant aux propositions de « projet » on sait que le plus souvent ces partenaires demandent seulement une « inflexion » de la politique gouvernementale.

Et puisque la construction de nouveau ne peut se passer d'être réfléchi au-delà des forces politiques voyons bien qu'aucune force « citoyenne » ou de la « société civile » ne peut rejoindre un tel méli-mélo sans cohérence. Sans compter que ces personnes savent par expérience qu'ils et elles sont convié-e-s au débat mais jamais au partage de responsabilité.

La constitution du FDG les avait séduits parce que la proposition collective leur donnait le sentiment que les « logiques de parti » avaient été dépassées au profit d'un projet au service de l'intérêt général.

Il s'agissait d'une proposition qui répondait pour une part à la crise du politique. Ce n'est pas dans les réseaux sociaux que se construit cette crise. Les réseaux confirment le discrédit des partis et cela semble être une réaction de bon sens. Sur cette question également des forces en Europe essayent de répondre à cette crise par une nouvelle façon de faire de la politique. Elles n'hésitent pas à partager le pouvoir avec leur société civile. Madrid ou Barcelone au moins, en sont des manifestations probantes.

L'échec des régionales

Pourquoi ne pas tirer les conséquences des élections régionales ?

L'échec monumental de ces élections c'est l'échec de cette stratégie dite du large rassemblement. Les frondeurs sont allés sur les listes du PS et EELV a négocié tantôt avec le PG tantôt avec le PCF des listes qui sont entrées en concurrence dans maintes régions.

La dépendance à l'égard des choix du PS dans le nord ou dans la région PACA - sans jamais nous consulter bien sûr - et la division du FDG ont donné le résultat qu'on connaît 75% d'élus du PCF disparus !

Les électrices et les électeurs ne s'y sont pas trompés, même là où l'union était réalisée le score a plafonné autour d'un chiffre qui était celui des votes en faveur du FDG seul, lors des mêmes élections précédentes. Ils et elles savent faire la différence entre des alliances et un rassemblement.

Renverser les rapports de force

Sommes-nous condamnés à l'hégémonie socialiste ?

Cela voudrait dire que notre avenir dépendrait du PS.

Mais regardons ce qui se passe ailleurs en Europe notamment. Une autre vie politique est possible sans un PS dominant. C'est même une condition du changement ; insuffisante mais nécessaire.

C'est pour cela que je partage pleinement cette formulation de Marine Roussillon dans sa tribune :

« ... l'expérience grecque doit nous éclairer. D'une part, elle souligne l'urgence de la question du pouvoir. Il n'y a plus aujourd'hui en Europe que deux voies : soit nous prenons le pouvoir dans d'autres pays européens et renversons le rapport de force, soit le mépris des peuples devient la règle. L'impuissance des politiques et l'aggravation de la crise continueront alors à nourrir la gangrène fasciste. »

Oui, nous sommes en compétition. Les forces qui veulent changer les choses et le PS sont en compétition.

C'est d'ailleurs la répétition de notre histoire dans des conditions différentes. En 1920 le communisme affirmait son autonomie à l'égard du « réformisme ». Aujourd'hui la même autonomie est nécessaire et c'est d'autant plus « évident » que le PS n'est plus « réformiste ». Il est devenu libéral.

La bande des trois et les primaires

Puisque le débat porte sur l'avenir du FDG je souhaite à la fin de cette tribune être plus directement polémique.

J'en ai assez des « éléments de langage » reproduit sans arrêt sans tenir compte des remarques faites par de nombreux communistes.

Le « piège » des trois par exemple. Il n'existe que parce que nous refusons de considérer qu'une candidature anti libérale proposant du neuf règle la question.

Les primaires ne peuvent déboucher sur une telle candidature. Nous n'arrivons pas à comprendre s'il s'agit d'empêcher la candidature Hollande, de la légitimer ou d'ajouter une autre candidature à côté de celle du président sortant puisque toutes ces options sont portées par différents initiateurs de ces primaires.

Certains de ceux-ci qui y croyaient au départ disent maintenant que les conditions ne sont pas remplies. Le PS s'inscrit dans l'organisation pour la ...désorganiser et prétend maintenant vouloir ces primaires fin 2016 ou en Janvier 2017 !

Pour le contenu, on veut tout à la fois définir un socle commun permettant de « candidater » aux primaires et demander au peuple de définir le mandat du futur ou de la future (?) candidate.

N'avons-nous rien à proposer comme projet ? Ou bien seulement pour la phase de candidatures à la candidature ?

Et pendant des mois ce gouvernement va continuer de détruire le modèle de société de notre pays alors que nous donnerons le sentiment de nous occuper d'autre chose.

Une remarque m'a fait beaucoup réfléchir. Dans une réunion organisée par le FDG avec de nombreuses personnalités pour savoir s'il fallait s'engager dans les primaires, toutes les interventions ou presque ont commencé par ces mots ; « les primaires ce n'est pas ma culture mais... ». Un peu comme ces ministres et ces parlementaires qui disent « le droit de sol c'est plutôt ma culture mais... ».

La « déchéance » politique ne commence-t-elle pas quand on décide de sortir de sa culture ?

Et puisque l'on reproche à certain d'être dans la logique présidentialiste, les primaires sont-elles ou non, aux états unis et ailleurs, à la fois l'archétype et l'aboutissement de cette logique présidentialiste jusqu'à décider tout avant le vote des citoyen-ne-s.

Dire la vérité et construire du nouveau

Autre formule toute faite et déculpabilisant. Le FDG est en panne mais les responsabilités sont partagées.

D'abord ce qui nous importe nous communistes, ce n'est pas la responsabilité des autres mais ce que nous avons fait ou pas pour développer le FDG car selon qu'il se poursuit ou pas, notre avenir sera différent.

Ensuite quand on est dirigeant-e et membre de la coordination du FDG nous devons la vérité aux adhérents du PCF sur le fait que nous avons systématiquement refusé de saisir les propositions qui étaient faites pour développer le FDG.

Refus de « l'adhésion directe des citoyens », refus de la reconstruction d'un conseil national du FDG, refus ou tergiversation sur toute proposition de manifestation de rue, refus de donner une impulsion nationale des assemblées citoyennes, refus d'accepter d'être l'opposition de gauche à ce gouvernement ce qui a permis aux frondeurs qu'il leur soit décerné ce titre, non mise en place d'un groupe de travail sur l'actualisation de « L'humain d'abord », etc... etc... etc... Jusqu'aux dernières élections régionales dans lesquelles toutes les formations du FDG étaient d'accord pour des listes de rassemblement au-delà du FDG et où nous avons refusé la proposition que ce soit le FDG unit qui discute avec nos partenaires potentiels provoquant la « concurrence » que l'on sait.

Jean-Luc Mélenchon

Je suis aussi amusé bien qu'énervé par les propos consistant à dire qu'on n'a rien contre la candidature de Jean-Luc Mélenchon, mais que c'est la forme de sa décision qui est en cause.

Certain-e ajoute même que cette candidature est légitime !

Oui cette candidature est légitime. D'autant que rien n'a été fait dans le FDG pour que d'autres, équivalentes, apparaissent.

Et dire qu'elle n'a jamais été discutée dans le FDG n'est pas exact. Cette discussion a buté sur les deux conceptions qui existaient du rassemblement : construire à partir d'une candidature du FDG ou s'engager dans les primaires.

Alors qu'attendons-nous ? Voulons-nous « corneriser » cette candidature ?

Le PCF pourrait être la force du FDG qui propose une large campagne pour les présidentielles comme pour les législatives sur un même projet avec des centaines de candidat-e-s faisant une large place à la société civile jusqu'à leur élection aux côtés des militant-e-s des partis.

Voilà qui serait un acte fondateur pour un renouveau du FDG ou d'autre chose le dépassant, une grande « force citoyenne et populaire » par exemple, qui aurait le mérite d'éviter les confusions avec d'autre front et d'autre gauche.